modifications effectuées plus tard prévoient que dans tous les cas où l'allocation familiale n'a pas été accordée, la commission est autorisée à ne tenir aucun compte de la solde qu'un membre des forces a déléguée. On m'a signalé toutefois des cas de titulaires de pensions de vieillesse dont les épouses reçoivent la délégation de solde et l'allocation familiale, cas dans lesquels on a fait l'addition de ces deux montants comme revenus. Si la délégation de solde n'est pas regardée comme un revenu, pourquoi doit-elle être déduite, si en plus l'épouse touche l'allocation familiale. J'invoque le ministre à étudier la question, car si le principe est bon dans un cas, l'application doit en être générale, quoique, pour parler franchement, j'aimerais que l'on ne tienne aucun compte de la délégation de solde et de l'allocation familiale lorsque le mari de la personne qui les reçoit est titulaire d'une pension de vieillesse.

Voici un cas qui en illustre plusieurs autres où le ministre des Finances donne son interprétation des règlements. Il s'agit d'un homme titulaire d'une pension et qui meurt le 15 du mois. Dans le cas qui m'a été signalé, la veuve qui va chercher son chèque apprend que son mari étant décédé le quinze du mois, elle n'a pas de chèque. On juge un tel acte cruel, et des gens sont allés jusqu'à dire que les préposés aux pensions volent réellement les vieillards pensionnés. Voici donc une femme qui poursuit son train de vie pendant la première moitié du mois et dont le mari meurt le 15, pensant qu'elle y a droit, elle va chercher son chèque pour la moitié du mois, et apprend que le ministère des Finances et la Commission des pensions de vieillesse à Ottawa ont décidé qu'elle n'y a pas droit. Même à ce stage de la session je ne m'excuse pas d'avoir porté cette question à l'attention du ministre, car je crois qu'il y a lieu de l'examiner et d'y apporter un remède.

L'hon. M. ILSLEY: J'examinerai certainement la question dont l'honorable député a parlé.

M. JOHNSTON (Bow-River): J'ai été quelque peu étonné d'entendre les motifs qu'invoquaient les honorables députés des deux côtés de la Chambre, ce soir. Nous avons d'abord entendu les libéraux s'attribuer tout le mérite de l'adoption de la loi des pensions de vieillesse. La fédération du commonwealth coopératif a prétendu ensuite que le mérite devait lui revenir. Puis, écoutez et voyez bien, les conservateurs de leur côté ont affirmé qu'ils étaient réellement les auteurs de cette mesure. Je n'ai jamais vu autant d'honorables députés se disputer l'honneur d'avoir fait si peu. Le montant que nous versons en pension à nos vieillards est une

honte, et je ne m'excuse pas de faire cette déclaration. La meilleure preuve que nous puissions avoir de l'insuffisance des revenus de ces vieillards c'est d'essayer de subsister avec un pareil montant. Pourrions-nous vivre avec \$20 par mois? Et rappelez-vous bien que tous les vieillards pensionnés ne touchent pas cette somme. Comme on l'a déjà fait remarquer, le montant varie d'une province à l'autre; et bien que la pension puisse être de \$20 dans une province, cela ne veut pas dire que tous les vieillards pensionnés dans cette province reçoivent cette somme.

Je suis fort désappointé de voir qu'on a présenté cette mesure si tard, car à mon avis c'est l'une des mesures les plus importantes et les plus humanitaires que l'on pouvait présenter. C'est presque faire insulte à l'intelligence des députés que de la leur présenter à cette heure tardive de la session. Nous aurions fort bien pu rester ici encore quelques jours et consacrer plus d'attention à cette question. Comme l'honorable représentant de New-Westminster l'a fait remarquer, si on avait agi de la sorte, je crois que tous les honorables députés auraient demandé avec instance le relèvement de la pension.

Le ministre a fait une déclaration quant à ce qu'on a l'intention de faire au sujet des pensions de vieillesse. Il a dit qu'on ferait en sorte que les provinces puissent augmenter le montant de \$5 par mois, le gouvernement fédéral contribuant 75 pour cent du coût et les provinces 25 pour cent. Lorsque le comité de la sécurité sociale a discuté cette question, cependant, il a recommandé que le montant en soit accru. Le Gouvernement a bien accueilli cet avis du comité et a pris des mesures pour effectuer cette augmentation. Le comité a formulé un autre vœu aussi important, au sujet de l'abaissement de la limite d'âge. On n'y a pas donné suite. A titre de membre de ce comité, j'étais fermement convaincu que le Gouvernement abaisserait la limite d'âge et je suis extrêmement désappointé qu'il ne l'ait pas fait. Ce vœu a été exprimé dans un rapport provisoire de ce comité et je croyais que ce rapport ne faisait que demander le minimum. Aucun montant n'a été fixé; la chose a été laissée à la discrétion du Gouvernement, bien que, naturellement, nous pensions bien que le montant ne serait pas trop modeste. L'abaissement de la limite d'âge aussi a été laissé à la discrétion du Gouvernement, et je m'attendais bien que la chose se ferait, ce qui aurait grandement contribué à résoudre le problème. Puisqu'il ne s'agissait que d'un rapport provisoire, j'ai cru que la chose aiderait quelque peu au moins ces vieilles gens jusqu'à ce que nous puissions continuer notre enquête et formuler des vœux plus précis et plus détaillés à l'adresse du